

Bernard PECQUEUR

Économiste et aménageur, Professeur à l'Université Grenoble-Alpes, laboratoire PACTE
(équipe de recherche Villes & Territoires)

« La ressource territoriale : une réponse émergente à la crise en milieu rural ? »

Compte rendu réalisé par **Morgane ESNAULT** et **Ugo LEGENTIL** , Master 2 de Géographie spécialité « Ruralités en transition », UFR SEGGAT, Université de Caen-Normandie.

Bernard Pecqueur est spécialisé en géographie économique et, plus spécifiquement, sur la question du développement territorial local. Il est responsable scientifique du programme de recherche-action FRUGAL (FoRmes Urbaines & Gouvernance ALimentaire). Dans les années 1970, il a travaillé au développement économique des pays du Tiers-Monde (les actuels "Suds") et, plus particulièrement, sur la révolution agraire en Algérie, sujet sur lequel il a publié sa thèse. Par ailleurs, il a été assistant parlementaire d'un élu socialiste de 1981 à 1983, avant d'occuper les postes d'adjoint à la mairie de Grenoble et de conseiller communautaire à la métropole Grenobloise sur la période 1995-2001. Economiste et aménageur, c'est pourtant en géographie (section 24) qu'il postule en raison de son positionnement face au développement des territoires et c'est ainsi qu'il découvre cette discipline.

Dès 1982, face aux lois de décentralisation et à l'émergence de la désindustrialisation des campagnes françaises, B. Pecqueur a développé la théorie du développement territorial des espaces ruraux. Il aborde les mutations des territoires en réponse aux crises traversées et revient sur la définition de la notion de "territoire".

Le choc de décentralisation initié au début des années 1990 a défini de nouvelles compétences pour les collectivités territoriales. En parallèle, la désindustrialisation des campagnes et les politiques de rigueur ont sonné le glas du maillage économique traditionnel des espaces ruraux : "c'est un pan entier des forces vives en milieu rural qui se désintègre". Les politiques publiques locales apparaissent alors comme de réels leviers pour peser sur l'économie locale. Cependant, ces politiques publiques locales ont rapidement révélé un bilan économique déficitaire et éprouvent toujours une "crise de sens" face à l'émergence des initiatives d'autres acteurs territoriaux. Les individus, les collectifs, les associations revendiquent différentes stratégies, apportent différents conflits à l'usage de l'espace. C'est la "montée des communs", où les entités qui n'appartiennent à personne sont privatisées.

Nous sommes dans un tournant territorial, un moment territorial où B. Pecqueur note l'inflation des références au territoire dans un monde de globalisation. Il s'agit alors de comparer efficacité et efficience. Les pratiques alimentaires mondiales sont, par exemple, très efficaces (suffisance alimentaire) mais très peu efficientes (coûts cachés de l'agriculture productiviste). Il devient primordial de "rétablir la vérité des coûts" car aujourd'hui, trivialement, "l'efficience bousille l'efficacité". Le système capitaliste étant basé sur la

prédatation des ressources de la nature qui régit nos sociétés, la question environnementale laisse apparaître un système voué à l'échec. A terme. B. Pecqueur ajoute que "le développement territorial n'a de sens que s'il est une solution à l'impossibilité de continuer le système".

Le territoire apparaît donc comme une machine à solutionner les problèmes. C'est un concept éminemment français, qui se révèle être, pour B. Pecqueur un bien commun, au sens où il n'appartient à personne. Le territoire se définit par un concours d'acteurs et donc une rencontre, un échange entre êtres humains (à la différence de la coordination des agents économiques). Il s'éloigne de la théorie d'Albert Hirschman et du modèle de l'*exit voice*, où la régulation est faite par le marché. Le marché n'a pas de mémoire et donc ne participe pas à faire fonctionner la société à long terme. Il dicte un jeu où "les acteurs ne sont pas dans l'échange", c'est "une vaste gomme qui efface les liens entre les gens à mesure qu'ils s'étendent". Les espaces ruraux ont une autre logique, permettant la réciprocité, le don contre don, la dette et ainsi faisant société.

Le territoire est aussi un référent spatial. La tendance est à l'utilisation croissante de la "proximité". Le contexte géographique permet physiquement ou virtuellement de créer des effets d'agglomération, des dépendances et des coopérations. Le territoire régit des continuités historiques, des forces de coopérations positives et négatives qui permettent de lui faire intégrer des spécificités territoriales. La spatialité vient donc contredire la théorie de la localisation selon laquelle seul le coût importe dans l'implantation d'une production.

La délocalisation d'entreprise est alors la preuve d'un contexte géographique insuffisamment fort pour retenir la production. Les spécificités admettent la performance du lieu et donc l'efficacité d'un territoire. En se référant à l'histoire et à la géographie des lieux, les spécificités du territoire peuvent être mieux déterminées.

Les spécificités territoriales sont des avantages relatifs qui peuvent relever d'effets d'aubaine ou de constructions volontaires. La présence de ressources et l'effort collectif participent à construire le développement : "le développement territorial c'est une construction". La mobilisation des acteurs construit l'espace en répondant à une problématique donnée "on peut construire un espace géographique [...] de façon volontariste". Sans force de mobilisation, quand bien même les ressources seraient abondantes, l'avantage comparatif ne pourra germer. Le territoire peut aussi découvrir son potentiel de façon fortuite. Ainsi, la naissance d'Adolphe Sax à Dinant (Belgique) a permis à la ville de développer toute une industrie autour de la musique, bien qu'il n'y ait jamais vécu : "cet incident biographique, c'est le pétrole de Dinant".

Le territoire permet de créer un cadre commun, un "dedans" et un "dehors" qui rassemble les gens et qui fait appliquer les règles. Il est à noter que la solidité de la sanction face à la tricherie, reste une base à la construction d'un échange vers un projet de territoire. Il ne faut pas considérer l'approche territoriale comme une "alternative". Il s'agit d'un modèle qui doit coexister en dépendance avec le système, "le territoire s'appuie sur le global". Le territoire et la globalisation cohabitent pour trouver des solutions. B. Pecqueur observe la "transfiguration" du monde rural par la territorialisation, comme processus permanent, c'est la "transition", plus qu'une simple gestion de crise.

Débat

Philippe Madeline souligne l'importance du contexte dans des situations nécessitant un développement territorial : "le développement ce n'est pas l'évidence". Il rappelle les propos de l'intervenant dans une revue parue il y a quelques années "Vous n'avez rien ? Vendez-le !" qui avaient largement suscité le débat sur les ressources admises ou inattendues des territoires.

A propos d'une publication récente dans laquelle Bernard Pecqueur aborde le cas du développement de la région Bretagne, P Madeline demande des précisions sur l'irréversibilité supposée du développement d'un territoire.

Bernard Pecqueur répond que le contexte est effectivement essentiel, et insiste sur les étapes du développement par lesquelles chaque territoire doit passer sous peine de croissance erratique (ex. du Qatar).

La résilience des territoires n'est cependant pas une vue de l'esprit même si elle nécessite des efforts considérables en comparaison à une stratégie de développement territoriale durable.

Quentin Brouard-Sala évoque la dimension sociale du développement territorial. Ce développement bénéficie-t-il aux classes populaires ? Ce qui est bon pour des catégories socio-professionnelles favorisées ruisselle-t-il sur les classes populaires ?

B. Pecqueur réplique que cette théorie du ruissellement n'est pas forcément une bonne chose. Il existe d'autres méthodes plus efficaces pour enrichir les riches que le développement territorial. Pour que cela fonctionne réellement, tout le monde doit s'impliquer.

Pierre Guillemin expose l'idée selon laquelle le système fordiste a permis une forme de compromis social qui a largement apaisé les foules. Dans le même esprit, les politiques actuelles d'innovation, de création... ont vocation à créer un effet de percolation sur le territoire ; ainsi, est-ce possible de quantifier et de qualifier ce phénomène grâce au développement territorial ? Les coalitions formées sur le territoire permettent-elles une certaine croissance de ces espaces ?

B. Pecqueur admet que la question est très complexe. Le développement territorial peut cependant être considéré comme une solution pour des territoires qui n'ont pas la croissance comme solution à la crise. Les espaces hyper productifs n'en ont ainsi pas eu besoin.

Cécile Le Corroller demande à comprendre comment les dynamiques locales émergent. De plus, elle établit que, de plus en plus, les collectifs citoyens développent des initiatives en s'affranchissant des élus, et ne rentrent pas dans les systèmes politiques.

B. Pecqueur répond que les entreprises également se détachent de la sphère politique, et ce car les politiques publiques sont en crise. Une démocratie qui n'a plus besoin de ses élus nous fait nous demander à quoi ils servent, ce qui est une porte ouverte à de nombreux risques. Il faut trouver de nouvelles coordinations entre Etat et la société civile, et cette dernière ne doit pas se substituer à l'Etat défaillant. Le développement territorial a besoin de leaders, d'entrepreneurs schumpétériens, et d'hommes providentiels.

" L'adieu aux misères de la guerre " : la reconstruction de la Champagne méridionale après la guerre de Trente Ans (1635-1715).

Compte rendu réalisé par Martin LEPETIT (doctorant) et Maxime GRAOUATE (étudiant en master 2).

Sylvain SKORA a effectué un doctorat en histoire à l'Université de Dijon. Il a soutenu en 2015 sa thèse, intitulée : *" L'adieu aux misères de la guerre " : la reconstruction de la Champagne méridionale après la guerre de Trente Ans (1635-1715)*, sous la direction de Benoît GARNOT. Dans le cadre de cette séance de séminaire, Sylvain SKORA focalise son propos sur la reconstruction champenoise – notamment la partie orientale et méridionale – après la Guerre de Trente Ans. Le travail de Sylvain SKORA s'inscrit dans le contexte de la Guerre de Trente Ans, qui commence véritablement en Champagne à partir de 1635. De la même manière, les bornes chronologiques sont déplacées, puisque les opérations militaires en Champagne ne se terminent véritablement qu'en 1661 après la guerre contre la Lorraine.

Cette région correspond approximativement à la Haute-Marne actuelle, elle est un carrefour, à la fois urbanistique (village rond et village rue), architectural (différents types de toits) et même administratif avec des villages bi voire tripartites. D'un point de vue économique, les terres agricoles sont médiocres comme le montrent les *Mémoires des Intendants*. Il en est autrement de la métallurgie qui prend déjà son essor et reste très dynamique jusqu'au XIX^e siècle, ce qui est favorisé par un contexte guerrier inséparable de cette région. Les chroniqueurs (Clément MACHERET), les peintres (Sébastien VRANCK) et les historiens (Pierre GOUBERT) nous ont fait parvenir les légendes noires liées aux différents corps armés. D'abord Matthias GALLAS – resté trois mois – puis les Suédois – restés un an – ont commis des exactions et **destructions**. Cependant, les destructions sont aussi opérées par les troupes de Louis XIII. Elles sont en grande partie localisées aux **marges orientale et méridionale de la Champagne**, et forment **des taches de léopard**. Lors des périodes de paix, la pression des troupes stationnées par Louis XIV est visible. D'autant plus que les impôts ne sont pas diminués. Le conférencier a cherché à décrire ces destructions en observant les phénomènes démographiques. Cette étude plus poussée a pu être réalisée grâce à diverses sources (registres paroissiaux, récits, archives fiscales ou encore archives monastiques). C'est ainsi que les relevés dans les registres de 66 paroisses ont permis à Sylvain SKORA de démontrer avec un graphique convaincant les modulations de population. Et notamment en 1636 à l'arrivée de Matthias GALLAS. Nous y observons **une récupération rapide sans pour autant être totale et perdure un plafond de verre**. L'étude des baux de dîmes a permis à l'intervenant de renforcer les observations précédentes. Ce regain rapide est permis par des migrations qui ont fait l'objet d'un développement.

Les **migrations** sont de deux types. **Elles sont d'abord intra-régionales**, les populations fuient les théâtres d'opération pour se réfugier dans la partie occidentale, puis reviennent dans les moments de paix pour prendre les terres de meilleure qualité. **Il existe aussi des migrations extra-régionales**, dans ce cas les migrants viennent de tout le royaume. **Le contingent le plus important est celui des limousins**. Ce sont alors des maçons au salaire attractif, puisqu'ils sont payés 30 % de moins que la main-d'œuvre locale. Près de la moitié sont restés en Champagne, souvent d'ailleurs dans les villages détruits. Ils arrivent rapidement après les destructions et expliquent en partie la rapidité avec laquelle le redressement démographique de la région s'opère. Ce redressement s'observe dans l'évolution du prix du fermage des dîmes. Après un net recul dans les années 1635, on assiste à une rapide récupération même si le plafond de 1635 n'est plus jamais atteint.

La Guerre de Trente Ans associée à une épidémie de **peste** fera environ 7 millions de morts répartis majoritairement sur une diagonale allant de la Champagne au Brandebourg – selon les régions jusqu'à 70 %

de perte, 30 % pour la Champagne. Vient ensuite la Guerre d'Espagne, la Guerre de Lorraine. Et lorsque la paix règne elle est armée. Les régiments ont laissé une trace indélébile dans les mémoires. Cette étude approfondie, notamment des registres paroissiaux (près de 73 660 actes de baptême), a montré avec éloquence les phénomènes migratoires et les regains démographiques suivant les périodes de crise. Elle s'est terminée par un survol photographique du patrimoine encore présent.

Discussion

Jean-Marc MORICEAU : L'étude monographique semble désuète aux yeux d'une partie des historiens, néanmoins elle est un très bon moyen d'observer et d'étudier les sociétés humaines, car elle joue le rôle d'un laboratoire. L'exposé qui nous est donnée ici en est un très bon exemple et permet notamment de bien saisir les questions de migrations/stabilités et les traces paysagères laissées par un événement. Quelques précisions : Si le village est sauvegardé, il n'est pas pour autant prospère ou stable. Il est aussi intéressant de rappeler que l'épisode de destruction abordé ici, est le cinquième que subit la région (Guerre de Cent Ans, Guerre de Bourgogne, guerres de religion). Nous pouvons ainsi voir un contexte particulier où l'insécurité est le mode normal.

Sylvain SKORA : D'accord avec ce qui vient d'être dit, d'ailleurs le titre de sa thèse reprend un ouvrage « L'adieu aux misères de la guerre » rédigé au lendemain de la paix de Vervins en 1598. Or les événements montrent que la paix met plus de temps que prévu à arriver.

Philippe MADELINE : Je m'interroge sur les archives utilisées, notamment le bon état de conservation des archives monastiques, est-ce courant d'utiliser ce type de source pour l'étude que vous avez réalisée ? De plus, pouvez-vous nous dire si des traces des reconstructions des maçons limougeauds sont encore visibles aujourd'hui ?

Sylvain SKORA : L'exploitation des archives monastiques est le fruit d'un heureux hasard, celles-ci sont particulièrement intéressante pour l'historien moderniste car monastères sont les plus grands propriétaires fonciers jusqu'à la Révolution. Il serait opportun, au vu des tensions qu'ont pu générer les migrations et les décès notamment au moment des successions, de regarder les archives judiciaires (matériellement indisponibles au moment de l'étude faite par le conférencier). Concernant le patrimoine, il reste quelques exemples disséminés sur le territoire (des granges et des fermes). Mais il est parfois détruit dans l'indifférence générale. Il y a un véritable travail de recensement et de conservation à réaliser sur le patrimoine rural.

Paul MANEUVRIER : Les migrations économiques et les reconstructions ont-elles été encouragées par les autorités ou ont-elles été spontanées ?

Sylvain SKORA : Cela ne semble pas avoir été le cas, au contraire nous pouvons même observer une augmentation des impôts, comme la taille, voire des interdictions d'entrer dans la province. Semble plus avoir été le fait du bouche-à-oreille.

Paul MANEUVRIER : Concernant les salaires, peut-on observer une augmentation ?

Sylvain SKORA : Je n'ai pas étudié cela de plus près, néanmoins les indicateurs économiques atones pour le XVIIe ne semblent pas indiquer ce type de conséquences.

Pierre BRUNET : La destruction en taches de léopard expliquée dans l'exposé est similaire aux ravages de la peste de 1630. Alors, les populations épargnées permettaient de reconstituer rapidement la population des villages décimés. Le même processus pourrait expliquer le regain rapide de population en Champagne au lendemain de la guerre de Trente Ans. Les hommes se remariaient avec des femmes des paroisses voisines.

Sylvain SKORA : La situation est différente en Champagne ; les destructions sont localisées et pas forcément ponctuelles.

Jean-Marc MORICEAU : En principe la peste est égalitaire. Elle suit le courant des migrations. Et elle ne tient pas compte de la pyramide des âges. Les phénomènes semblent difficilement assimilables, néanmoins il est possible que les villages moins touchés aient participé au regain démographique des villages détruits.

Guillaume : Lors de l'exposé une allusion a été faite à Oradour, peut-on voir dans les destructions de l'époque moderne la même volonté d'anéantissement ?

Sylvain SKORA : Cela est à très fortement nuancer. Il semble que les soldats cherchent avant tout à vivre sur le territoire en se servant. La destruction n'est *a priori* pas la volonté première. Il ne faut pas oublier que la majorité des morts lors de ces conflits sont des morts indirects malgré les quelques massacres de masse. Le contexte n'est pas encore celui de guerres nationales avec des armées de citoyens.

Jean-Marc MORICEAU : Il y a une véritable logique de prédation. Les mercenaires, souvent mal payés, affichent la volonté de vivre sur le pays. Ainsi si la population résiste, les troupes reviennent plus nombreuses et saccagent, pillent voire tuent. Ces scènes sont assez nombreuses et décrites par les témoins de l'époque. La destruction sert alors de moyen pour assurer son pouvoir sur le territoire.